

Écoles privées hors contrat : « Pour certains parents, ça a été très violent »

Partie 1 : les conflits internes. Les écoles indépendantes qui se créent sont en proie à des luttes intestines entre collègues et entre le corps enseignant et les parents.



À Jaux dans l'Oise, l'école alternative du Hêtre Bienveillant propose un enseignement adapté à chaque enfant. Chaque yourte est consacrée à un niveau : maternelle, primaire et collège.

Elles sont dites "nature", "démocratiques", Montessori, catholiques, Steiner, musulmanes, internationales... Elles promettent de « transformer le monde » et se présentent comme offrant un système à l'opposé de celui que propose l'Éducation nationale. Les écoles alternatives, privées et hors contrat, vantent un rythme adapté à l'enfant, des classes aux effectifs réduits, des enseignants soigneusement sélectionnés.

Pourtant, alors que leur nombre est passé de 351 en 2012 à près de 2 000 en 2022, les établissements hors contrat sont loin d'offrir une qualité de service homogène. Enseignants non formés et

payés au Smic, manque de transparence à l'égard des parents, management toxique... La réalité, elle aussi, peut être alternative.

Dans cette enquête, nous vous proposons plusieurs parties consacrées à ces écoles privées hors contrat. Voici la première. Elle se concentre sur les conflits qui aboutissent à faire exploser les équipes pédagogiques, pis encore, à faire fermer les structures, laissant les familles sans solution en cours d'année.

[Dans cette école pas comme les autres, les élèves font classe dans des yourtes](#)

Un emballement pour les écoles hors contrat

Dans le premier degré, le nombre d'écoles privées hors contrat a plus que doublé entre 2015 et 2022. Elles représentent désormais 2,2% de l'ensemble des écoles publiques et privées, selon les données de l'Éducation nationale.

Pour la sociologue de l'éducation Amelia Legavre, cette accélération s'explique, notamment, par « l'influence de l'éducation et de la parentalité positives : Ce mouvement, qui s'est notamment développé aux États-Unis, considère qu'il faut prendre en compte les émotions de l'enfant et ses envies dans son éducation ». Un courant qui « est arrivé surtout dans les années 2010 en France, par le biais d'associations plus ou moins formelles et à l'aide des réseaux sociaux », indique la chercheuse.

Patrick Roumagnac, du syndicat des inspecteurs de l'Éducation nationale (Sien-Unsa), voit se développer en France « ces établissements qui s'identifient à une forme de pédagogie particulière, comme Montessori, qui mettent souvent en avant le bien-être de l'enfant. On y voit du très intéressant et du très calamiteux ».

[Rennes : une école alternative au cœur de la nature avec mare, poules et potager](#)

Ce que confirme Lorelei qui se décrit comme une professeure « autoritaire, mais juste » : « Avec les écoles alternatives, soit tu tombes hyper bien et tout va bien, soit c'est du grand n'importe quoi. » La trentenaire vient de passer cinq années dans une école internationale hors contrat de Gironde. Tout se passait pour le mieux jusqu'à ce qu'elle accepte une rupture conventionnelle, ses relations avec sa direction s'étant brusquement dégradées.

Je me suis beaucoup remise en cause. Ça m'a vraiment abîmée. Je ne vais pas enseigner à nouveau, en tout cas pas tout de suite.

Lorelei, - enseignante de 30 ans.

Une promesse alléchante

Au tout début de sa carrière, lorsque Lorelei a fait le choix de quitter les rangs de l'Éducation nationale, c'est parce qu'elle trouvait « que l'accent était uniquement mis sur le programme et sur l'idée d'emmener toute une classe vers un objectif, quitte à laisser certains enfants de côté ». Elle a décidé de suivre une formation à l'Institut supérieur Maria Montessori.

[Près de](#)

En 2019, la jeune maîtresse a souhaité s'investir dans cette école internationale du sud-ouest de la France. Elle intervient d'abord de façon bénévole pour former l'enseignante en place à la méthode Montessori, avant de finalement prendre sa place.

La promesse est alléchante : un enseignement bilingue 50 % en français et 50 % en anglais, le recours à la pédagogie Montessori pour le langage, à la méthode Singapour pour les mathématiques et à la méthode STEAM (Sciences-Technologie-Ingénierie-Arts-Mathématiques) pour les projets transversaux.

Située aux abords d'un grand parc boisé, l'école promet un environnement privilégié et un enseignement adapté au rythme de chaque enfant. « Les élèves étaient heureux et leur autonomie était réelle et impressionnante, dès le début », estime Lorelei. Mais cinq ans après, la jeune femme identifie plusieurs « choses qui clochent ».

Des enseignants sans formation

D'abord, le turn-over des enseignants anglophones. « En cinq ans, nous avons eu six maîtresses et maîtres anglais. Et surtout, s'il s'agissait d'anglais natifs, ils n'étaient en revanche pas toujours enseignants, donc pas formés. »

« C'est le plus gros point noir, abonde Justine, qui a remplacé Lorelei pendant son congé maternité. Des enseignants qui ne sont pas diplômés avec, en plus, certains enfants qui ont des difficultés d'apprentissage, c'est forcément risqué. »

Justine a enseigné cinq ans pour l'Éducation nationale, puis à Londres dans une école sous contrat avec l'État français et deux ans à l'école hors contrat Concordia, à Paris. Elle note une réelle différence : « Ici, les élèves ne sortent pas bilingues. L'enseignement en maternelle est très bien, mais passé le CP, le niveau n'est pas là. » La différence ? « Une question de moyens et de projet pédagogique », selon elle.

S'assurer de l'efficacité et du sérieux des programmes dans l'enseignement, c'est le rôle du directeur pédagogique. Rôle qui ne peut pas être attribué à n'importe qui puisqu'il faut avoir enseigné au moins cinq ans pour pouvoir l'endosser. Ce qui n'était pas le cas de la directrice de Lorelei et Justine. « Sur le papier, c'est moi qui étais directrice pédagogique, explique Justine, alors en simple remplacement. Même si dans les faits, c'est la directrice qui assurait ce rôle. » Une subtilité administrative dont ne se vante pas l'école sur son site internet et ses réseaux sociaux et qui échappe à la plupart des parents.

« Tout ça pour 1 500 euros »

Autre point noir, la frontière entre vie personnelle et professionnelle. Durant la pandémie de Covid, Lorelei a assuré des cours particuliers, pour garder ses élèves au niveau. « Quand j'ai voulu arrêter, ça n'a plu ni aux parents, ni à ma directrice », regrette-t-elle. Lorelei dénonce aussi des réunions régulières « qui pouvaient se terminer à 23 heures », « tout ça pour 1 500 euros, sans jamais aucune reconnaissance ».

[C'est quoi cette école alternative qui va bientôt ouvrir près de Rouen ?](#)

Des relations compliquées avec ses supérieurs, ça existe aussi dans l'Éducation nationale. « Mais on peut se référer à l'inspection académique, nuance Justine. Dans les écoles hors contrat, le supérieur hiérarchique, c'est le directeur. » Et quand les relations se dégradent, cela provoque souvent le départ de l'enseignant.

Les tensions ne sont pas rares dans ces petites structures. Delphine Laval a fondé une école dite "démocratique" en 2016 en Corrèze. L'expérience aura duré moins d'un an. « On s'est heurté, entre autres, à des parents qui n'avaient pas mis leurs enfants par profonde adhésion à la vision de l'école, mais parce que des choses n'allaient pas dans le système traditionnel », explique cette ancienne directrice.

Dans ce fonctionnement d'école démocratique, les enfants se saisissent très vite des espaces de parole et de décisions. Pour certains parents, ça a été très violent : lorsque les enfants rentraient à la maison, ils avaient besoin de décider pour leur propre vie, de faire par eux-mêmes.

Delphine Laval, - créatrice d'école en Corrèze.

Les conflits avec les parents se sont cristallisés et nombreux sont ceux qui sont partis « dans une grande violence », dont la trésorière de l'association, qui a « emporté la caisse ». « Quand plusieurs familles quittent l'école en prenant dans la caisse, financièrement, c'est compliqué de s'en remettre. On s'est rendu compte qu'on était à bout, même si on savait que d'autres élèves allaient venir », se souvient Delphine.

["Ma fille y allait en pleurant" : ces mamans ont retiré leurs enfants d'une école Montessori](#)

L'école internationale où exerçait Lorelei a, elle aussi, dû faire face à une hémorragie de parents. « Tous les ans, des parents avaient des doutes et beaucoup d'enfants n'allaient pas au bout de leur scolarité », s'attriste Lorelei. Une classe de CM2 a dû fermer en cours d'année, pour cette raison.

Ces écoles alternatives sont donc fréquemment confrontées à « un important turn-over des enfants », témoigne Amélia Legavre, sociologue : « Soit les parents estiment que leur enfant va mieux et le remettent dans le public, soit les parents sont très déçus et partent en claquant la porte, parce qu'il y a beaucoup d'attente. »

[Dans l'Eure, clap de fin pour l'école alternative et proche de la nature « Champ libre »](#)

Les conflits se cumulent aussi généralement avec des difficultés financières, propres à ces écoles qui ne bénéficient pas de subvention de l'État, contrairement aux établissements sous contrat. C'est ce que nous verrons dans le deuxième volet de cette enquête.

Enquête réalisée par Amandine Briand et Raphaël Tual